



Confédération Nationale du Travail

Fédération des Travailleuses·eurs de l'Éducation

fede-educ@cnt-f.org - www.cnt-f.org/fte

33 rue des Vignoles - 75020 Paris

Violences policières, intimidations et sanctions contre les lycéen.nes et professeur.seuses récalcitrant.es...

Blanquer impose son bac à coups de matraque !

C'est vrai qu'on s'habitue à tout. Dans plusieurs centaines de lycées, la police est intervenue contre des élèves et leurs professeurs pour mater les volontés de protestations contre la tenue des épreuves du nouveau bac en contrôle continu, les bien mal nommées E3C. Ces "Épreuves Communes de Contrôle Continu", ne sont pas « communes », puisqu'elles ont été improvisées dans chaque établissement, contre l'avis des profs et l'intérêt des élèves.

E3C : à revoir !

Sujets déconnectés des contenus enseignés, voire disponibles à l'avance sous formes de « fuites ». Sujets choisis par des équipes pédagogiques, quand ils ont bien voulu collaborer, sinon par les IPR, par exemple en regardant les cahiers de texte, et en choisissant des sujets pouvant, à leurs yeux, faire preuve de plus ou moins de bienveillance. Flou total sur les contenus à réviser. Impréparation des élèves aux épreuves... Les situations les moins réglementaires, mais surtout les plus disparates, ont fini de confirmer les prévisions des personnels mobilisés, dès décembre 2018. Anticipant ce que l'on constate aujourd'hui, ils avaient donné l'alerte contre ce nouveau bac. L'inégalité et tri social étaient bel et bien courus d'avance. Aujourd'hui, une majeure partie des professeurs s'est rendue à l'évidence : ces modalités d'évaluation n'ont aucun sens. Pourtant, ils participent d'un démantèlement complet du service public d'éducation, au travers de la destruction de l'examen national du bac,

réintroduisant des particularismes locaux. Ce qui fut le "premier diplôme universitaire", ne sera bientôt plus qu'un bout de papier, dont la valeur sera totalement et uniquement tributaire de l'établissement qui le délivre. C'est ainsi qu'on construira des filières d'élite, mises en compétition avec des filières de relégation, compatibles avec la logique de sélection scolaire et sociale de Parcoursup.

La privatisation de l'éducation nationale, c'est la logique clientéliste qui se cache derrière les discours de « libre choix » (autrement dit, "liberté du renard dans le poulailler"), de son « avenir

professionnel », qui comme c'est déjà le cas, sera encore plus librement lié au niveau économique des familles dont sont issus les élèves. Maquiller les inégalités sociales en différences de « mérite », c'est une vieille recette qui n'en finit pas de justifier les inégalités de classes. Les classes dominantes s'en trouvant légitimées, et confortées dans leur position, entérinées par les services publics d'Education.

Nos élèves sont nos camarades !

Les élèves, surtout, l'ont perçu avec une telle acuité qu'ils et elles sont entré.es en lutte frontalement contre cette mascarade d'évaluation. Ils ont eu recours aux moyens que l'on peut déployer quand on n'a ni droit de grève, ni voix au chapitre : l'agitation et le blocage. Évidemment, quand une génération rechigne à se faire maltraiter sans mot dire, cela peut générer des heurts. Il peut arriver que quelques menues transgressions



surviennent. Les responsables de cette situation, qui profitent de la pseudo-légitimité qu'ils tirent de leur fonction et de l'ordre des choses, se sont donc offusqués qu'on brûlat quelques poubelles devant leurs établissements, transformés en camps retranchés, où ils pensaient acceptable de faire plancher des élèves de 16 ans tout au plus sous la menace de sanctions disciplinaires et sous surveillance policière, autour de sujets bidons.

Les chefferies ne seront JAMAIS avec nous !

En guise d'exemplarité, la hiérarchie (proviseurs et services des rectorats) ont préféré, en bons pédagogues, sacrifier quelques meneurs "pour l'exemple", plutôt que de faire vivre le discernement et la mesure qui commandent à celles et ceux qui font oeuvre d'enseigner. présentant un minimum d'empathie et d'intelligence des situations. La moitié des lycées de France se trouve donc actuellement en conseil de discipline permanent. Les "forces de l'ordre" sont allées jusqu'à chercher à leur domicile des élèves « fauteurs de troubles », à 7 h du matin, sur la seule foi de dénonciations venant des services « sécurité-prévention-médiation » des rectorats. Certains élèves et leurs parents ont été convoqués, et menacés de sanctions administratives, voire de zéros aux examens (sic !). Quant aux profs indociles, eux ont été menacés de sanctions pénales... L'école de la confiance a une tête d'école caserne.

Si on se couche, on est mort-e-s !

A qui la faute ? A celles et ceux qui luttent, évidemment ! Les moutons qui n'acceptent pas d'être tondus passivement et en silence sont les perpétuels perdants de l'histoire. Et le chef a toujours raison. Quand on touche

BAC E3C: DES ÉLÈVES SEQUESTRÉS ET FORCÉS À PASSER DANS LA MÊME JOURNÉE LES TROIS PREMIÈRES ÉPREUVES DU CONTRÔLE CONTINU



un salaire de chef, on sait conjuguer le déshonneur à la première personne, sans jamais enfreindre les règles de la courtoisie bureaucratique et sociale, surtout depuis que toutes ces serpillières en cravates sont bilingues en novlangue. A la CNT, il ne nous serait jamais venu à l'idée de défendre l'examen du bac, cette évaluation couperet qui façonne la jeunesse pour

qu'elle rentre bien formée dans le moule de l'usine ou des « emplois de services » uberisés. Nous avons tellement d'autres perspectives sociales et pédagogiques que nous en avons presque oublié que la bourgeoisie ne désarme jamais. Elle peut toujours innover dans la mise en œuvre du pire.

Pour l'heure, il faut annuler les E3C, abroger les réformes antisociales, et protéger les élèves et les personnels contre les sanctions et la répression. Qu'avons-nous à notre disposition ?

Grèves, solidarités, rapport de force... jusqu'à ce qu'ils reculent. Ne pas s'en saisir consiste à les laisser nous dépouiller. Chaque recul social accepté, souvent par fatalisme, parfois par intérêt envisagé à courte échéance, ne fait, petit à petit, que nous rendre un peu plus fragiles pour les suites auxquelles s'attendre. Et de cela, ne doutons pas. Les classes dominantes nous en réservent, d'autant plus

facilement qu'on baisse les armes sur ce qui se joue en ces temps farouches.

